

Karine Sitcharn, *Gouverner la jeunesse. De Gaulle et l'ambition impériale. 1954-1974. France. Algérie. Antilles*

postface Serge Paugam, Paris, Gallimard, coll. « Connaissances », 2025, 421 p.

Michelle Zancarini-Fournel



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/24202>
ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Michelle Zancarini-Fournel, « Karine Sitcharn, *Gouverner la jeunesse. De Gaulle et l'ambition impériale. 1954-1974. France. Algérie. Antilles* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 08 juin 2026, consulté le 08 juin 2026. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/24202>

Ce document a été généré automatiquement le 8 juin 2026.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

Karine Sitcharn, *Gouverner la jeunesse. De Gaulle et l'ambition impériale. 1954-1974. France. Algérie. Antilles*

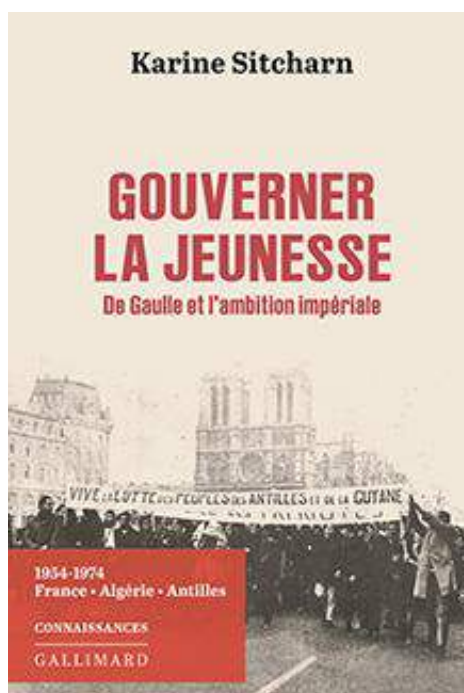
postface Serge Paugam, Paris, Gallimard, coll. « Connaissances », 2025, 421 p.

Michelle Zancarini-Fournel

RÉFÉRENCE

Karine Sitcharn, *Gouverner la jeunesse. De Gaulle et l'ambition impériale. 1954-1974. France. Algérie. Antilles*, postface Serge Paugam, Paris, Gallimard, coll. « Connaissances », 2025, 421 p.

1 Malgré le très grand intérêt de cet ouvrage, on peut constater à sa lecture, que le titre – dont on sait qu'il est en principe le choix de l'éditeur – ne correspond pas complètement au contenu du livre, ni à la conclusion de l'auteur. Peut-être Gallimard a-t-il considéré comme plus intéressant de mettre l'accent sur la politique globale du général de Gaulle à l'égard de la jeunesse dans le cadre de sa politique impériale et d'indiquer en bas à gauche en petits caractères qu'il s'agit des Antilles et des rapports avec l'Algérie dans une chronologie (1954-1974) qui, d'emblée, interpelle en excédant largement celle de la guerre d'indépendance. Elle englobe de fait à la fois une histoire des soldats antillais en Algérie pendant la guerre et les aspirations à l'autonomie des jeunes éduquées, guadeloupéenne et martiniquaise.



- 2 Dès l'introduction, Karine Sitcharn rappelle les difficultés pour les anciens soldats antillais de raconter leur histoire pendant la guerre d'Algérie à l'heure où des jeunes déboulonnent les statues en Martinique et en Guadeloupe. Mais elle a pu accéder à un pan de l'histoire de ces soldats en consultant, parmi les 43 221 fiches matricules des Antillais recensés pour accomplir leur service militaire entre 1954 et 1962, les 23 203 fiches des Guadeloupéens, et en pratiquant des entretiens avec vingt-trois d'entre eux entre 2016 et 2022. Elle distingue d'emblée la jeunesse étudiante anticolonialiste (qui bénéficie d'un sursis d'incorporation) et une jeunesse populaire résignée à faire son devoir, tout en soulignant que cette dernière aspire à dépasser la misère ambiante justement en s'engageant dans l'armée. L'historienne souhaite donner la parole aux « sans-voix », à cette jeunesse populaire de culture orale. Elle n'oublie pas cependant de remercier nombre de militants ayant appartenu à la jeunesse étudiante qui lui ont confié archives privées et souvenirs.
- 3 Le livre de 427 pages est divisé en trois parties. La première (pp. 37-142), consacrée à la jeunesse au temps de la guerre d'Algérie, confronte la politisation révolutionnaire de la jeunesse étudiante et l'expérience des enrôlés antillais dans la guerre. La deuxième partie, intitulée « Une jeunesse "dangereuse" pour le grand dessein de la puissance française », correspond surtout à une histoire « par en haut » de la gouvernementalité de la jeunesse (pp. 143-276). La troisième partie entend retisser le lien social et culturel d'une classe d'âge qui espère changer le monde (pp. 277-362). L'ouvrage comprend aussi des cartes de la Guadeloupe et de la Martinique qui permettent de repérer les lieux de confrontation sociale. Des tableaux statistiques appelés « Figures », placés à la fin du livre, permettent de mesurer l'importance des appelés et des engagés ainsi que le (faible) nombre de déserteurs et insoumis – 17 en Martinique, 42 en Guadeloupe sur la durée de la guerre. À cela s'ajoutent le corpus de témoins parmi les soldats

guadeloupéens, la liste des interventions de Jacques Foccart de 1958 à 1969 et un bilan des prestations familiales. Un index et une bibliographie accompagnent le texte.

- 4 La conclusion met en avant une politisation polymorphe, à bas bruit, des subalternes qui donnent lieu à des « résistances immergées » et apparaissent parfois sous la forme d'éruptions et d'explosions sociales comme en 2009 à la Guadeloupe et en 2024 en Martinique. Karine Sitcharn précise que « l'hydre coloniale, enkystée dans les sociétés post-esclavagistes antillaises se traduit par la persistance de structures sociales et économiques archaïques héritées de la colonisation et du système esclavagiste ». Elle ajoute au capital économique, culturel et social, qui distingue dominants et dominés, le capital racial, une sorte d'« aristocratie de l'épiderme » (expression de Victor Schoelcher).
- 5 L'autrice donne l'exemple de la résistance multiforme des femmes, à l'exemple de Jacqueline Manicom, cette sage-femme guadeloupéenne qui a participé dans l'Hexagone au mouvement Choisir et qui fut entendue comme témoin au procès de Bobigny en 1972. Tout en dénonçant le racisme présent et subi dans ses relations professionnelles et personnelles, elle plaide pour un métissage culturel et social qui permette le vivre-ensemble. Mais elle ne survivra pas à ce dilemme et se suicide.
- 6 Dans la première partie, intitulée « La jeunesse au temps de la Guerre d'Algérie » (pp. 37-141), Karine Sitcharn analyse le processus de révolutionnarisation des étudiants antillais avec, en ligne de mire, Alger et La Havane, « capitales de la révolution ». Le gouvernement algérien, présidé jusqu'en 1965 par Ben Bella, soutient les réfractaires et déserteurs français qui ont trouvé refuge dans l'Algérie indépendante, reconnaît et aide les mouvements indépendantistes antillais (le GONG – Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe – par exemple) dans des projets révolutionnaires de guerre d'indépendance (une information originale obtenue grâce à des archives privées d'ex-militants déposées aux Archives départementales de Guadeloupe). Après le coup d'État de juin 1965 qui chasse Ben Bella du pouvoir, c'est Cuba, à partir de la Tricontinentale, qui prend le relais et espère susciter des foyers révolutionnaires en Amérique latine et aux Caraïbes. L'insoumis et poète, le Guadeloupéen Sony Rupaire (1940-1991), est le représentant officiel du GONG à La Havane jusqu'en 1969 – date à laquelle Cuba se rapproche de l'URSS et prend ses distances avec les révolutionnaires antillais¹. Sur place, en Algérie, les appelés antillais sympathisent souvent avec les Algériens (ce qui n'est pas le cas des appelés des Vosges étudiés par l'historienne Claire-Mauss-Copeaux²). Le 5^e bureau de l'armée française diffuse une propagande qui s'efforce de distinguer les « civilisés » – dont les Antillais « intégrés » – et les « bougnoules » versus les « melons » ou « les bronzés » (les Algériens discriminés et racisés) : « l'idéologie colonialiste a diffusé la peur de l'autre dans l'opinion, la guerre coloniale l'a développée, la mémoire collective l'a entretenue » (Claire Mauss-Copeaux, p. 260). Mais la guerre d'Algérie a creusé un fossé entre la jeunesse étudiante anticolonialiste et une jeunesse populaire dont le sentiment d'appartenance à la communauté nationale s'est accru.
- 7 La deuxième partie justifie en apparence le titre du livre, *Gouverner la jeunesse. De Gaulle et l'ambition impériale*, même si l'analyse de cette politique impériale n'est pas générale à l'empire français mais centrée ici sur les DOM-TOM. On peut douter de l'affirmation (p. 220) de la dépossession, en mai 1967, à Pointe-à-Pitre, des pouvoirs du préfet Bolotte et de la prise en mains des opérations du maintien de l'ordre par le général Robert Quilichini. Ce dernier était le 26 mai en Martinique pour une cérémonie officielle

(prouvée par une photographie présente dans les archives) et il n'est arrivé en Guadeloupe que le samedi 27 mai en fin de matinée. Le préfet Bolotte, venant de la préfecture à Basse-Terre, a pris le commandement des opérations au milieu de l'après-midi du vendredi 26 mai vers 16 heures (après le premier mort manifestant Jacques Nestor). Jusqu'à 16 heures, c'est le commissaire central de Pointe-à-Pitre, Canales, qui dirigeait les opérations du maintien de l'ordre. Les informateurs de Jacques Foccart cités dans le livre avaient sans doute des raisons de dénigrer l'action du préfet Bolotte qui avait refusé de réserver les subventions de l'État versées après le cyclone Inès en 1966 aux seuls gros planteurs de bananes (dont la famille de Jacques Foccart). Le préfet Bolotte a été effectivement écarté de son poste et rappelé dans l'Hexagone, mais en juillet 1967³.

- 8 La troisième partie de l'ouvrage examine le processus de domination des jeunes Antillais eu égard à la survivance des préjugés de couleur au sein de la population. Noirs et Indiens sont confrontés au racisme mais les engagés indiens dans la seconde moitié du XIX^e siècle et leurs descendants sont soumis à la fois à un racisme de couleur et à un racisme de classe. Il y a une forme d'obsession du blanchiment, une intériorisation du « regard racialisant du Blanc » qui construit une pyramide socio-raciale dominée par les familles blanches créoles, appelées békés en Martinique et blancs-pays en Guadeloupe.
- 9 Dans la troisième partie, le chapitre intitulé « Des jeunes confrontés à des situations de domination extrême aux Antilles », décrit des situations de misère extrême, en particulier pour les femmes qui développent de micro-résistances et une culture de survie grâce aux liens de solidarité. Mais l'effondrement de la culture de la canne à sucre et la fermeture des usines, en particulier en Martinique, poussent les jeunes vers les villes, miroirs grossissants des inégalités sociales ; les révoltes urbaines des années 1960 sont révélatrices des frustrations de la jeunesse populaire. Les patrons, les forces de l'ordre et les propos et actes racistes ne sont plus supportés et provoquent des épisodes de rébellions de très jeunes garçons avec des magasins pillés, des voitures renversées et brûlées. L'autrice restitue ces éléments de la révolte antillaise dans un mouvement transnational qui rapproche jeunes populaires et jeunes éduquées. Une convergence des luttes entre étudiants et paysans favorise par ailleurs la création de l'Union des travailleurs agricoles (UTA) impulsée par deux militants de longue date, l'insoumis Sonny Rupaire et l'instituteur Louis Théodore, parti en clandestinité en juin 1967 et condamné par contumace au procès des militants guadeloupéens devant la cour de sûreté de l'État en mars 1968. L'UTA, syndicat à tendance indépendantiste, qui regroupe ouvriers agricoles et petits planteurs, est devenu un bastion culturel de l'apprentissage du gwoka et du créole dans les écoles du soir. Leur première grève en janvier 1971 est un succès et ils sont rejoints par des gens du bâtiment, puis par des lycéens et des étudiants qui se mettent en grève. L'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) est créée en 1973 : son emblème – un tambour traditionnel guadeloupéen de gwoka – témoigne de la politisation de la culture. En Martinique, en février 1974, lors de la « grève du Chalvet », des ouvriers de la banane manifestent contre les pesticides (appelés ensuite chlordécone) que les planteurs békés les obligent à utiliser. Après deux mois de grève, les gendarmes tirent et font deux morts.
- 10 Karine Sitcharn avance une hypothèse intéressante sur la réussite provisoire du rapprochement entre une jeunesse étudiante antillaise politisée à l'extrême gauche maoïste et la culture de la jeunesse populaire. Cependant, sur la longue durée, leurs

aspirations divergent : les membres de cette dernière sont d'accord pour les grèves mais pas pour l'indépendance. La dernière phrase qui conclut le livre résonne particulièrement dans la situation actuelle du monde : les micro-résistances du quotidien préservent son humanité « dans un système qui entend chosifier les individus pour mieux les dominer » (p. 368).

- 11 Ce livre propose donc des pistes innovantes pour comprendre le lien entre le passé et le présent des sociétés antillaises.
-

NOTES

1. Sylvain Mary, « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, n° 49, 2017, pp. 39-55.
 2. Claire Mauss-Copeaux, *Appelés en Algérie. La parole confisquée*, Paris, Hachette Littératures, 1998.
 3. *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer de la Commission d'information et de recherche historique sur les événements de mai 1967 en Guadeloupe*, La Documentation française, novembre 2016 (en ligne). Voir la liste complète des dossiers consultés tableau pp. 92-93 et le tableau chronologique de l'intervention des forces de l'ordre.
-

AUTEURS

MICHELLE ZANCARINI-FOURNEL